



Informations du Guatemala

1ère Année / N°37

du 9 au 16 septembre 1983

POLITIQUE

Un capitaine déserteur : L'armée est corrompue
Un responsable militaire : Les réfugiés reviennent
Des critiques au conseil d'Etat
DCG : L'action des rebelles se justifie
FUR : Le gouvernement n'est pas neutre
Division au sein de l'armée
Des rumeurs au sujet d'un nouveau coup d'Etat
FUN : Les politiciens sont des flagorneurs
Le MLN demande que l'ambassadeur du Nicaragua soit déclaré persona non grata
Stone : Le groupe de Contadora est inopérant
Le nouveau ministre de l'Intérieur

INSURRECTION

La lutte s'intensifie
Actions de l'EGP
Une patrouille de l'armée embusquée dans le Quiché
Attaques de l'ORPA dans la capitale
ORPA : Communiqué 94
Le PGT solidaire des sandinistes

MOUVEMENT POPULAIRE

Les syndicalistes : Halte à la répression

DROITS DE L'HOMME

Deux assassinats en moins de 7 jours
Les enlèvements et les assassinats continuent
30 mille paysans sans travail
Analphabétisme

4B 12.315

POLITIQUE

UN CAPITAINE DESERTEUR : L'ARMEE EST CORROMPUE

"Les officiers et les généraux devraient assumer la responsabilité des morts qu'ils ont ordonnées", a déclaré à l'agence de presse allemande DPA, le 14 septembre, le capitaine Erwin Guerra Morales, déserteur de l'armée du Guatemala.

Guerra Morales a de plus dénoncé la corruption régnant au sein des forces armées, et assuré posséder des documents qui prouvent que les hauts responsables militaires "transfèrent des millions de dollars sur leurs comptes personnels", détournés des fonds gouvernementaux.

Toujours selon Guerra Morales, le général Mejia Victores, alors ministre de la Défense, avait ordonné la libération d'un lieutenant mêlé à l'assassinat de Patricio Ortiz Maldonado et de trois personnes travaillant pour l'Agence Internationale pour le Développement (AID).

UN RESPONSABLE MILITAIRE : LES REFUGIES REVIENNENT

"Beaucoup de personnes ont été poussées à s'en aller à Mexico par les subversifs, mais maintenant, elles reviennent par caravanes entières", a déclaré à l'agence de presse allemande DPA, le 14 septembre, le colonel Rodolfo Lobos Zamora, commandant de la brigade Mariscal Zavala.

Lobos Zamora, qui s'est présenté comme "le commandant de la zone du Huehuetenango, du Quetzaltenango et du Quiché...", (et par conséquent responsable des assassinats commis par l'armée dans ces régions), a ajouté : "Les réfugiés guatémaltèques qui reviennent au pays ne courent aucun risque, car le décret d'amnistie les protège tous".

X | D'autre part, des sources du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (ACNUR), à Mexico, ont démenti qu'il y ait eu ces derniers temps des retours de réfugiés guatémaltèques dans leur pays.

Le Comité de l'Unité Paysanne (CUC) a soutenu, le 14 septembre, que l'armée assassine les paysans qui ont recours au décret d'amnistie proposé par le gouvernement.

DES CRITIQUES AU CONSEIL D'ETAT

"Le Guatemala vit aujourd'hui dans l'irrespect des droits de l'homme, une extrême violence et une tragique injustice sociale", a affirmé, le 15 septembre, Clemente Marroquin Godoy, membre du conseil d'Etat. Selon lui, les responsables de cette situation sont "les groupes dominants qui se sont employés à ce que les choses continuent comme elles sont".

Marroquin Godoy, représentant des conseils municipaux au conseil d'Etat, a en outre assuré que l'exercice de la liberté n'a pas existé au Guatemala pendant des dizaines d'années.

X | Celso Sesan Tecu, représentant indigène au conseil d'Etat, a déclaré : "Les grands hommes d'hier et d'aujourd'hui se présentent comme les sauveurs du peuple, mais ils ne veillent qu'à leurs intérêts personnels, ignorant la dramatique réalité que vivent les Guatémaltèques".

Les secteurs ultra-conservateurs, notamment le Mouvement de Libération Natio-

nale (MLN), ont sollicité du gouvernement la dissolution du conseil d'Etat, lui reprochant d'être un "organisme inopérant et peu représentatif".

DCG : L'ACTION DES REBELLES SE JUSTIFIE

Vinicio Cerezo Arevalo, premier secrétaire de la Démocratie Chrétienne Guatémaltèque (DCG), a déclaré, le 15 septembre, que "les groupes rebelles justifient leur action par le fait que nous n'avons pas la possibilité de résoudre nos problèmes". Il soulignait ainsi l'intention de l'actuel régime militaire de conserver le pouvoir contre la volonté populaire.

Le dirigeant chrétien-démocrate a assuré que "personne n'accepte le gouvernement instauré de fait" et que "les nouveaux fonctionnaires vont vouloir se maintenir au pouvoir pendant deux, trois, quatre années. Ils ne se rendent pas compte qu'il est fondamental, actuellement, de permettre au peuple guatémaltèque de choisir un gouvernement".

FUR : LE GOUVERNEMENT N'EST PAS NEUTRE

Les élections organisées par l'actuel régime seront "peu crédibles et fausses", a déclaré, le 15 septembre, Cesar Augusto Toledo Penate, premier secrétaire du Front Uni de la Révolution (FUR), social-démocrate, commentant la suppression du registre général de la population et la décision d'autoriser l'utilisation, pour ces élections, de documents considérés peu fiables par le gouvernement lui-même.

Le dirigeant social-démocrate a en outre signalé que le gouvernement militaire "a perdu sa neutralité et se situe de plus en plus à droite", se basant sur la nomination des ministres de l'Intérieur et de l'Agriculture, d'autres fonctionnaires, membres des secteurs ultra-conservateurs, ainsi que sur l'adoption de mesures politiques impulsées par ces secteurs.

DIVISION AU SEIN DE L'ARMÉE

L'organisme chargé du recensement de la population nationale, créé par le régime de Rios Montt, sera supprimé le 1er octobre.

Lors d'une déclaration, le 14 septembre, le colonel Jaime Rabanales Reyes, directeur de cet organisme, a attribué la décision du gouvernement "aux influences puissantes de la politique des partis, qui se répercute aussi dans les rangs de l'armée".

Rabanales Reyes a déploré la perte de sommes considérables entraînée par cette décision, estimée à environ trois millions et demi de quetzales (un quetzal = un dollar), ainsi que la mise au chômage de 1.500 travailleurs.

De son côté, le Mouvement de Libération Nationale (MLN), extrême droite, qui avait sollicité la dissolution de cet organisme, a affirmé le même jour : "La suppression du registre général de la population était une mesure nécessaire, car c'était une manière pour le régime précédent de retarder les élections et de conserver le pouvoir..."

DES RUMEURS AU SUJET D'UN NOUVEAU COUP D'ETAT

"Si nous demandons que la date des élections soit avancée, c'est parce qu'il

existe une rumeur croissante au sujet d'un nouveau coup d'Etat", a affirmé, le 11 septembre, le Front Uni de la Révolution (FUR), pour expliquer la demande formulée récemment au gouvernement de rendre le pouvoir.

Le FUR a fait remarquer que le gouvernement actuel est le produit de la force et qu'en conséquence, il n'a ni la légitimité, ni la compétence pour convoquer une Assemblée Nationale Constituante. Le FUR a exigé du gouvernement militaire la suppression définitive des patrouilles d'auto-défense civile.

FUN : LES POLITICIENS SONT DES FLAGORNEURS

Gabriel Giron Ortiz, premier secrétaire du Front d'Unité Nationale (FUN), a assuré que "les réunions du gouvernement avec les dirigeants des partis et les nouveaux comités politiques n'ont pas eu les résultats espérés en raison de l'attitude obséquieuse des politiciens à l'égard du chef de l'Etat". Il a donc sollicité pour son parti une entrevue avec le gouvernement.

Selon Giron Ortiz, "les dirigeants politiques ne font que se congratuler avec le général Oscar Mejia Victores et se soumettre", ce qui empêche un véritable dialogue sur la question électorale.

LE MLN DEMANDE QUE L'AMBASSADEUR DU NICARAGUA SOIT DECLARE PERSONA NON GRATA

Le Mouvement de Libération Nationale (MLN) a demandé, le 14 septembre, que le régime militaire guatémaltèque déclare l'ambassadeur du Nicaragua dans le pays, Orlando Rojas Morales, "persona non grata" car il "insulte les gouvernements et pays amis, tels le Honduras et le Salvador".

Selon le MLN, l'ambassadeur Rofa Morales "a injurié les pays amis en se référant à ces derniers lorsqu'il a commenté les attaques aériennes de la semaine dernière contre des objectifs militaires du Nicaragua".

STONE : LE GROUPE DE CONTADORA EST INOPERANT

Le journal guatémaltèque "Prensa Libre" a publié, dans son éditorial du 12 septembre une déclaration de Richard Stone, ambassadeur spécial des Etats-Unis en Amérique Centrale, selon laquelle : "Le groupe de Contadora a seulement réussi à donner l'impression que son action est inopérante".

Selon ce même journal, l'ambassadeur Stone "partage l'opinion du général Oscar Mejia Victores selon laquelle le groupe de Contadora a peu à faire ici". Stone a déclaré que "le problème en Amérique Centrale est très clair : il n'y a rien à faire, sinon à prendre le taureau par les cornes".

LE NOUVEAU MINISTRE DE L'INTERIEUR

Gustavo Adolfo Lopez Sandoval a pris ses fonctions de ministre de l'Intérieur le 9 septembre. Le poste était vacant depuis la démission, début août, du colonel Ricardo Mendez Ruiz.

INSURRECTION

LA LUTTE S'INTENSIFIE

Selon les déclarations du 10 septembre d'observateurs militaires présents au Guatemala à l'agence de presse EFE, on a observé ces derniers jours un processus d'intensification de la lutte des organisations armées qui composent l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG).

ACTIONS DE L'EGP

Selon le communiqué de guerre n°15 diffusé le 13 septembre, les unités militaires de l'Armée Guérillera des Pauvres (EGP) ont infligé un total de 28 pertes aux forces gouvernementales, lors de trois affrontements armés qui ont lieu dans le département du Huehuetenango, les 13, 14 et 20 août. L'EGP affirme avoir tué un officier de la Force Aérienne, en avoir gravement blessé un autre et avoir endommagé un hélicoptère UH-1H, utilisé par l'armée dans les combats.

UNE PATROUILLE DE L'ARMEE EMBUSQUEE DANS LE QUICHE

Selon un communiqué du bureau des Relations Publiques de l'armée, diffusé le 13 septembre, cinq militaires sont morts lors d'une embuscade tendue par les forces insurgées à Playa Grande, dans le département du Quiché (Nord-Ouest du pays). Une mine du type Claymore a éclaté au passage du véhicule des soldats.

ATTAQUES DE L'ORPA DANS LA CAPITALE

Une bombe Claymore, posée par un commando de l'Organisation du Peuple en Armes (ORPA), a éclaté au passage d'un véhicule militaire le 13 septembre, à 19h45, aux alentours du pont Belize, situé à l'Est de la capitale.

Selon des sources officielles, quatre soldats et un officier sont blessés gravement. L'embuscade a eu lieu à un kilomètre de la brigade Mariscal Zavala, considérée comme la plus importante du pays. Le gouvernement n'a pas communiqué le nombre de pertes.

ORPA : COMMUNIQUE 94

Selon le communiqué n°94 de l'ORPA, cette organisation a infligé 34 pertes aux forces officielles au cours de plusieurs affrontements armés durant le mois de juillet qui ont permis à ses unités de récupérer plusieurs fusils et des munitions.

Le communiqué de l'ORPA rend compte de 2 combats, 2 attaques, 1 opération de harcèlement et une embuscade, ainsi que de l'occupation politico-militaire de 12 domaines agricoles et de la réalisation de 42 piratages de radio dans la capitale et 10 villes de province. Ces actions ont eu lieu dans 6 des 22 départements guatémaltèques.

LE PGT SOLIDAIRE DES SANDINISTES

La direction nationale du Parti Guatémaltèque du Travail (PGT) a manifesté

"sa solidarité la plus décidée" au gouvernement et au peuple du Nicaragua face aux attaques aériennes dirigées contre ce pays. Dans une lettre du 9 septembre adressée au gouvernement nicaraguayen, le PGT soutient les demandes pour que "cesse l'agression à la juste cause du Nicaragua".

En juin dernier, le journal du PGT "L'Unité" avait lancé un appel à la lutte au Guatemala pour soutenir le Nicaragua.

MOUVEMENT POPULAIRE

LES SYNDICALISTES : HALTE A LA REPRESSION

Le 12 septembre, les organisations ouvrières les plus importantes du Guatemala ont exigé du gouvernement militaire "qu'il mette fin à la répression, à la persécution et aux assassinats de syndicalistes qui se produisent chaque jour au Guatemala". Elles ont également exigé la suppression de la TVA "puisqu'elle ne sert qu'à aggraver l'extrême pauvreté dans laquelle les travailleurs vivent".

Dans un communiqué de presse, la Fédération Autonome Syndicale Guatémaltèque, la Centrale Nationale des Travailleurs, la Fédération des Travailleurs du Guatemala et le Conité National de l'Unité Syndicale ont dénoncé l'intention du gouvernement de promulguer une loi permettant des licenciements sans demander l'autorisation du ministre du Travail.

FASGUA
CMT
FTG
CNUS

DROITS DE L'HOMME

DEUX ASSASSINATS EN MOINS DE 7 JOURS

Le Comité Paysan de l'Altiplano (CCDA) et le Comité de l'Unité Paysanne (CUC) ont dénoncé les 12 et 14 septembre l'assassinat de 50 paysans au cours de deux opérations réalisées par les forces de sécurité du gouvernement début septembre, dans le département du Quiché (Nord-Ouest du pays).

Selon les dénonciations, on a assassiné le 2 septembre 22 paysans dans le village de Cuajab, municipalité de Chichicastenango, et 28 autres personnes le 7 septembre à Playa Grande, El Quiché. Les deux comités analysent les faits comme une continuation de la répression et de la terreur gouvernementales.

LES ENLEVEMENTS ET LES ASSASSINATS CONTINUENT

12 assassinats, 3 personnes blessées par balles, 9 enlèvements -dont celui d'une petite fille de 7 ans- et une disparition forcée, tel est le bilan provisoire de la violence officielle dans le pays entre les 9 et 14 septembre.

Le 9 septembre, les cadavres d'une femme enceinte et d'un homme ont été trouvés dans un puits de la 11^e zone de la capitale. Les corps portaient des traces de torture et de plusieurs impacts de balles.

Des inconnus fortement armés ont fait une incursion, le 14 septembre, dans le village El Rico (municipalité des Amates, département d'Izabal, au Nord du pays) et assassiné Jorge Orellana Paz, 63 ans. 4 personnes ont été blessées

-dont un enfant de 6 ans-.

D'autre part, Mayra Jannette, 23 ans, étudiante en psychologie, et son frère Gustavo Adolfo Meza Soberanis, 26 ans, étudiant en chirurgie, ont été enlevés dans la capitale par des policiers habillés en civil.

300 MILLE PAYSANS SANS TRAVAIL

300 mille paysans de l'Altiplano guatémaltèque n'auront pas la possibilité d'effectuer un travail saisonnier, nécessaire pour compléter leur revenu, si l'Association des petits et moyens producteurs de canne à sucre maintient la mesure de suspension de la production de la canne à sucre, décrétée le 10 septembre.

Cette mesure drastique des producteurs a été prise pour protester contre l'attitude du ministre de l'Economie, qui, selon les membres de l'Association "favorise les grands propriétaires des plantations sucrières" en ne les obligeant pas à payer les prix minimums fixés par le gouvernement, ni à acheter la totalité des quotes établies.

ANALPHABETISME

"Le Guatemala est un des pays qui compte le plus d'analphabètes en Amérique Latine", a affirmé, le 13 septembre, le vice-ministre de l'Education, Flores Samayoa, de retour d'une conférence sur l'éducation réalisée au Pérou.

Selon Flores Samayoa, "Seuls, la Bolivie, le Pérou et Haïti sont dans une situation comparable à celle du Guatemala. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, le Nicaragua, qui avait l'indice d'analphabétisme le plus élevé du temps de Somoza, a aujourd'hui, grâce à la révolution sandiniste, presque éliminé le problème."

Les déclarations du fonctionnaire se placent dans un contexte de réelle indifférence de la part du gouvernement en ce qui concerne le problème de l'éducation au Guatemala. Le Front National des Enseignants du primaire et du secondaire (FNMG) a souligné, le 5 septembre, qu'alors que 67 % de la population est analphabète, quelques 30 mille enseignants n'ont pas d'emploi. Selon le FNMG, en 1970, le budget de l'éducation représentait 15 % des dépenses nationales, alors que ces dernières années, il a été réduit à 7 %.